

La montée et la salinisation des nappes scrutées

Christophe LECONTE.

Une étude évalue le risque de remontée et de salinisation des nappes phréatiques dans l'ouest de la région, à l'horizon 2100. Avec une question de fond : avons-nous le temps pour nous adapter ?

Une élévation de 70 cm du niveau de la mer à l'horizon 2100 : c'est le scénario qui nous attend en Normandie selon le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Lancé en 2019 et porté par l'Observatoire des sciences de l'environnement de l'université de Rennes (pour un montant final d'1,3 million d'euros), le projet Rivages normands 2100 vient de livrer ses conclusions.

Deux points ont été scrutés : le risque d'inondation par remontée des nappes phréatiques, et le risque de salinisation de ces mêmes nappes. La salinisation des nappes peut avoir des impacts sur l'approvisionnement en eau douce, sur l'agriculture (dont le maraîchage), et aussi sur les espèces animales et végétales sensibles à une concentration élevée de sel.

Des estuaires vulnérables

Un réseau de 35 piézomètres (des forages de dix à vingt mètres de profondeur situés en bordure de littoral) a été constitué dans cinq intercommunalités : Caen-la-Mer, le Cotentin, Baie du Cotentin (Carentan), Granville Terre et Mer, Coutances Mer et Bocage et Côte Ouest Centre Manche (La Haye).

À ce jour, des traces de salinisation « ***n'ont pas été repérées par nos piézomètres, sauf une fois en bord de canal à Caen-la-Mer. C'est plutôt stable et il n'y a pas d'évolution significative*** », résume l'équipe d'universitaires, lors d'une réunion de présentation près de Carentan, le 14 mars.

« ***Le risque reste important même si on ne l'a pas constaté*** », poursuit Luc Aquilina, responsable du programme. Les territoires « ***les plus vulnérables*** » à la salinisation sont les estuaires, en particulier la baie des Veys « ***à cause de sa superficie importante*** » et le havre de Regnéville-sur-Mer, dont le sous-sol est classé comme « ***fortement fracturé*** », donc perméable.

L'université de Rennes a aussi établi des cartes des zones les plus exposées aux inondations, avec leur impact sur les parcelles agricoles, les réseaux de gaz et d'électricité, sur les routes et le bâti... « ***Si le niveau des précipitations à venir est incertain, la montée du niveau marin est inexorable, mais lente***, ajoute Luc Aquilina. ***La construction de stratégies ne sera pas facile, mais nous avons du temps pour mettre des adaptations en œuvre.*** »

Mais « *l'horizon 2100 ne parle pas aux acteurs économiques et aux agriculteurs, dont les objectifs sont à l'année*, témoigne Victorine Swertvaegher, chargée de mission au Parc des marais. *Nous avons du temps mais c'est maintenant qu'il faut s'en occuper : notre challenge est de ramener la réflexion au court terme.* »

Le court terme est aussi le temps des élus, pas toujours au même niveau de connaissance des techniciens. « *Nous avons des atouts mais nous sommes à la croisée des chemins* », résume Frédéric Gresselin. L'hydrologue à la Dreal (Direction régionale de l'environnement) plaide pour une montée en compétences, suggère l'embauche « *de scientifiques dans les intercommunalités et la création d'un conseil scientifique départemental* ».

Dans la Manche, ce sujet, lancinant, va d'ailleurs revenir dès vendredi à Granville avec Litto'morphose, un programme d'échanges et d'animation, dont la question de fond reste la même : « *Agir ou subir.* »

[Cet article est paru dans Ouest-France](#)